

Les Ulémas, organisation traditionaliste et obscurantiste du clergé musulman, liée à la propriété féodale, ont proclamé leur soutien au Conseil militaire dès le 19 juin. Les représentants de la bourgeoisie nationale, Abbas, Khider, Boussof, récemment Boumendjel, se sont nettement rapprochés du nouveau pouvoir. Cependant, malgré des offres répétées, ils ont refusé de siéger au Conseil de la Révolution et dans les ministères.

Ce fait est d'une haute signification pour déterminer la nature de classe du pouvoir militaire.

C'est la bureaucratie des appareils d'Etat qui a pu, grâce à la ténacité de la bourgeoisie nationale et aux carences politiques du mouvement ouvrier, s'assurer une situation privilégiée et s'emparer du pouvoir. Cette bureaucratie n'est pas homogène : certains de ses secteurs sont liés directement à la petite et moyenne bourgeoisie, d'autres ont pour base la nationalisation et la gestion étatique de la production. Ces contradictions n'éclateront que dans le cadre général de la lutte des classes en Algérie.

Etatisant peu à peu les unités de production autogérées, incapables de promouvoir la deuxième réforme agraire, les dirigeants sont amenés nécessairement à s'opposer de plus en plus violemment aux classes laborieuses.

La répression policière contre les grèves agricoles (Miliana) et

— prônant un anticommunisme virulent qui, hélas, trouve quelques échos dans le peuple du fait des erreurs répétées du P.C.A. à l'égard du problème national ;

— évoquant constamment l'islam, dont le poids pèse comme une chape de plomb sur la société algérienne, et dont les femmes et la jeunesse sont les principales victimes.

Mais le peuple algérien, qui a eu la force de se débarrasser du joug séculaire du colonialisme français, a entrevu un autre avenir. Il s'est depuis jeté dans une complexe lutte de classe et n'acceptera pas sans résistance un retour au passé.

Fait significatif, ce sont les jeunes et les femmes qui ont manifesté les premiers leur hostilité au coup d'Etat. C'est la classe ouvrière des villes et des campagnes qui aujourd'hui engage des luttes grévistes qui sont autant de coups de semonce annonçant des mouvements à venir.

C'est parce qu'il redoute au plus haut point la jonction des luttes ouvrières et paysannes avec les éléments d'avant-garde qui commencent à se dégager sous Ber Bella, que le gouvernement Boumediène a sauvagement frappé l'O.R.P. (Organisation de la Résistance Populaire).

Les attaques xénophobes contre les Pieds Rouges ne sont qu'une manœuvre pour tenter d'assimiler

# Le Vietnam à Berkeley

Au printemps 1964, devant l'acuité du problème noir en Californie, une prise de conscience collective s'affirme chez les étudiants qui s'organisent en liaison avec le mouvement anti-ségrégationniste.

Les étudiants participent activement à la campagne pour les droits civiques des Noirs, la lutte des « Civil Right Workers », par des manifestations non-violentes et des meetings. En retour, sous la pression du gouvernement de l'Etat de Californie, effrayé, des mesures administratives sont prises dès septembre 1964 : le rectorat interdit toutes manifestations politiques à l'Université, que poursuivent les étudiants.

Après la suspension illégale de huit d'entre eux, après l'arrestation de Jack Weinberg, du « C.O. R.E. » (un des plus vieux mouvements intégrationnistes), et d'un autre étudiant, une manifestation de protestation s'organise tandis que les étudiants bloquent sur le campus la voiture de police venue arrêter les étudiants. Police que l'administration n'a pas répugné à faire intervenir, en violation des règles.

La manifestation est alors dirigée par Mario Savio, dirigeant du « Student non violent coordinating committee » (organisation intégrationniste fondée en Caroline du Nord, qui envoie chaque été des étudiants volontaires dans le Sud).

L'épreuve de force engagée entre les étudiants et l'administration se poursuit tout au long des mois suivants.

Aucune tentative d'intimidation, aucune menace ne peuvent avoir raison d'une Université qui se politise de plus en plus. Pour faire reculer cette grève administrative, les étudiants peuvent occuper ses locaux, peuvent déclencher une grève suivie à 70 % (le 4 décembre) qui entraîne même les assistants, et peuvent finalement inviter le 11 janvier 1965 Bill Mac Adoo, leader noir du « Harlem Defense Council », qui vient à Berkeley pour débattre de l'autodéfense des communautés noires.

Au printemps 1965, les mêmes étudiants qui s'étaient mobilisés contre la ségrégation raciale s'engagent dans la lutte anti-impérialiste.

Un film du Vietcong passe à Berkeley. Le « Free Speech Movement » (formé dans l'épreuve de force contre l'administration, groupant les organisations politiques et religieuses des étudiants) et le « Student Committee, For Democratic Society » organisent un teaching.

Sans interruption, du 21 au 22 mai, on débat pendant 35 heures dans le campus de l'Université, devant 30 000 personnes, sur la guerre du Viet-Nam comme sur l'agression contre Saint-Domingue.

Ce débat diffusé à la télévision toucha environ 500.000 personnes.

Le Viet Nam Day Committee est passé.

Les activités se poursuivent pendant l'été. Dans des manifestations non violentes, les étudiants de Berkeley arrêtent des convois de G.I. partant pour le Vietnam.

C'est dans « l'assemblée des citoyens non représentés » réunie du 6 au 9 août et à laquelle participe le V.D.C. que, pour la première fois s'établit le contact entre les organisations intégrationnistes, les mouvements de jeunesse démocrates et les organisations pacifistes.

L'assemblée décide d'une action coordonnée contre la guerre du Viet-Nam et d'une lutte pour un gouvernement démocratique (un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre).

En septembre, le V.D.C. de Berkeley est désigné comme centrale du Comité national pour la paix au Viet-Nam. Il prévoit deux journées d'action, les 15 et 16 octobre (soutenues par le Secteur Lettres).

Mais Berkeley n'est pas un exemple isolé ; une nouvelle gauche est en train de surgir aux U.S.A. Le mouvement des teach-ins a pris une importance croissante, touchant à l'échelle nationale, de plus en plus d'étudiants ; la marche commune du 14 avril sur Washington à laquelle ont participé 25.000 étudiants venus de tous les pays en a été le témoignage.

Après des années de passivité politique dans le climat persistant d'anticommunisme, le sens critique des étudiants et des professeurs renouvelle un peu l'atmosphère. Ils se refusent en effet à exclure de leur mouvement les représentants de l'extrême-gauche, ils les écoutent même avec attention.

Si leur mouvement s'est présenté au début comme le simple désir objectif de savoir la vérité sur la guerre, rapidement, il est apparu qu'être objectif, c'était lutter contre Johnson et choisir des options politiques. Les sbires du gouvernement dépêchés au teach-in n'étaient-ils pas obligés de mentir pour défendre la politique officielle ?

La critique de la guerre du Viet-Nam s'est rapidement transformée en un mouvement radical d'opposition au parti démocrate et au système anti-démocratique qui régit les U.S.A. La nouvelle gauche dénonce la collusion avec le parti démocrate comme collusion avec les marines. Elle en arrive même à une critique assez sérieuse du parlementarisme comme anti-démocratique en faisant remarquer que le pays a été mené dans la guerre sans l'avoir voulu. Sans doute, les solutions avancées sont marquées d'idéalisme et ne rejoignent qu'épisodiquement un point de vue de classe ; mais, l'ouverture des étudiants et des professeurs vers la gauche marxiste, le lien qu'ils tentent de trouver avec le mouvement noir indique l'apparition d'une réelle force politique de masse.

# ALGERIE

industrielles (Renault-Algérie) ne constituent que les prémisses d'une lutte dont la logique entraîne le nouveau pouvoir à chercher des appuis sur sa droite, qui sont monnayés par des concessions à la bourgeoisie nationale et à l'impérialisme (accords sur les hydrocarbures) dont le poids demeure décisif.

Mais ces concessions peuvent-elles aller jusqu'à la liquidation des conquêtes de la révolution, c'est-à-dire jusqu'à la reprévisation des secteurs nationalisés, opération qui ne peut se réaliser que par une véritable guerre civile ? Non, car la bureaucratie d'Etat détruirait par là même les bases de son développement en tant que couche parasitaire, et saborderait son pouvoir au seul profit des agrariens et des capitalistes locaux.

Ainsi apparaissent les contradictions qui déterminent le régime comme fondamentalement instable et transitoire, voué à la disparition, soit par le retour de la bourgeoisie au pouvoir, soit par la relance révolutionnaire des masses.

Cet isolement et cette fragilité, la nouvelle équipe dirigeante en est consciente, qui diffuse une idéologie ultra-nationaliste :

— se réclamant de l'esprit du Premier Novembre, elle appelle à l'union sacrée entre tous les Algériens, exploités et exploités ;

les révolutionnaires algériens à de prétendus agents d'une « conspiration étrangère ».

Tous les moyens mis en œuvre par le régime bureaucratique et policier de Boumediène ne pourront contenir la poussée des masses algériennes qui se sont débarrassées d'opresseurs autrement plus puissants.

Plus que jamais le devenir de la révolution dépend de l'émergence d'un parti d'avant-garde dont les cadres nouveaux seront trempés dans les luttes de masse.

Plus que jamais, la solidarité des communistes et des révolutionnaires du monde entier est nécessaire à la révolution algérienne qui, malgré des reculs et des défaites momentanés, n'est pas écrasée.

La condamnation du coup d'Etat par Fidel Castro a apporté un soutien moral aux révolutionnaires algériens.

Cette attitude doit être pour nous un modèle.

« S'ils rompaient les relations avec nous », disait Fidel en parlant des nouveaux dirigeants algériens, « ils ne seraient pas le premier régime militaire à agir de la sorte. Nous ne pensons pas à aujourd'hui, nous pensons à l'avenir. Nous n'agissons pas comme des opportunistes mais comme des marxistes-léninistes. »